



Pour les jeunes, «les difficultés à s'insérer dans le salariat se retrouvent dans l'entrepreneuriat»

La chercheuse Olivia Chambard, qui a étudié au plus près les dispositifs d'enseignement de l'entrepreneuriat à l'université, réfute l'idée qu'il soit une solution contre le chômage des jeunes. A l'heure du plan de relance et de la loi de programmation pluriannuelle de la recherche, nous avons eu envie de parler avec Olivia Chambard. La chercheuse publie un livre issu de sa thèse, *Business Model. L'Université, nouveau laboratoire de l'idéologie entrepreneuriale* (éd. La Découverte), dans lequel elle analyse l'essor des formations à l'entrepreneuriat au sein de l'université et ses conséquences.

Si les racines de ce mouvement peuvent remonter aux années 70, c'est en 2009 qu'une politique publique concertée est lancée par le ministère de l'Enseignement supérieur. Depuis, l'entrepreneuriat se décline en module à destination des étudiants. Cette année, 120 000 «ont suivi un cursus de sensibilisation», au sujet selon le ministère. Olivia Chambard a suivi des dispositifs divers de formation à l'entrepreneuriat de 2009 à 2017 : séminaire de quatre jours, «business game», travaux dirigés, master 2 ou encore licence professionnelle, la forme et le public visé varient.

Alors que le plan de relance prévoit 40 millions d'euros pour aider les jeunes chômeurs et les jeunes sans diplômes à monter des entreprises, quel bilan tirer de ces formations ? La chercheuse s'interroge aussi sur «les enjeux politiques de cette fabrique de vocations entrepreneuriales»

Au sein des universités, le développement de projets éducatifs entrepreneuriaux ne participe-t-il pas à la diffusion de l'idéologie néolibérale portée par le projet de loi de programmation de la recherche en discussion au Parlement ? Olivia Chambard répond à nos questions.

A chaque fois qu'il y a une crise, on ressort l'entrepreneuriat comme solution aux difficultés d'insertion redoublées des jeunes. Mais les difficultés à s'insérer dans le salariat vont se retrouver dans l'entrepreneuriat. Surtout en période de crise, qui touche aussi les petites entreprises. Il y a tout un discours psychologisant autour de la réussite des entrepreneurs. Comme si les succès étaient dus au seul caractère des entrepreneurs et non à leur capital social ou économique de départ. Parmi les jeunes que j'ai rencontrés, ceux qui ont le plus de chance de réussir à monter une entreprise sont ceux qui n'auraient eu aucun problème à trouver un travail.

Pour les autres, derrière le mot magique d'entrepreneuriat, il y a souvent du travail indépendant en micro-entrepreneur (ubérisation) ou du salariat déguisé. Les opportunités de création d'entreprise découlent beaucoup aujourd'hui de l'externalisation d'un ensemble de leurs fonctions par les entreprises ou même l'Etat.

Le discours autour des lancements de ces modules depuis dix ans, résumant la créativité à l'entrepreneuriat, m'a interpellée. Comme s'il n'existait pas d'autre manière d'être innovant. Par ailleurs, si on pousse en effet les étudiants à «être disruptif», leurs idées sont tout de même jugées sur la question de la rentabilité. Il y a un resserrement très normatif vers la capacité à créer de la valeur économique. Le point final de ces formations est souvent la présentation d'un projet devant un jury de professionnels qui juge principalement sur le critère de la rentabilité.

Il existe des endroits où ce n'est pas le cas, mais la vision de l'entreprise capitaliste semble souvent indépassable.

Il faut avoir une vision sur le temps long. En parallèle des modules à destination des étudiants, les enseignants-chercheurs aussi sont incités à l'entrepreneuriat depuis la loi sur l'innovation de 1999. Par ailleurs, il existe aussi des modules spécifiques pour les doctorants.

L'idée selon laquelle l'esprit d'entreprendre est la réponse aux problèmes monte donc en puissance en parallèle du sous-financement des universités. On le voit avec le projet de loi de

programmation de la recherche, le seul horizon pour les enseignants-chercheurs, c'est d'aller chercher de l'argent eux-mêmes. Avec au passage un gaspillage d'argent public, puisqu'on paie des chercheurs qui n'ont pas les moyens de mener leurs recherches. Cette évolution s'accompagne d'une transformation managériale de la gestion des universités.

Sur le sujet des modules à l'entrepreneuriat, les critiques se sont clairement amoindries depuis le début de mon terrain en 2010. Cela fait partie du paysage maintenant. Il y a une forme de fatalisme face au manque de moyens et de débouchés pour les étudiants.

Par ailleurs, l'entrepreneuriat a peu à peu été légitimé par l'essor des sciences de gestion au sein de l'université. Il a enfin attiré des personnes progressistes sur le plan pédagogique. Dans une volonté de copier les écoles de commerce en mettant l'accent sur les savoir-faire et les savoir-être, il a participé à délégitimer la transmission de savoirs théoriques et abstraits.